



MARCHE PUBLIC DE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

PROCEDURE ADAPTEE

En application des articles L2123 et R2123
du Code de la Commande Publique

**Acquisition d'un logiciel de gestion de la conformité
au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD)**

*Cahier des Clauses Administratives Particulières
(CCAP)*

*N° du marché public
MP-TIC-2019-43*

Service Ressources Finances / Marchés Publics
--

SOMMAIRE

Article 1 :	Pouvoir adjudicateur	3
Article 2 :	Objet du marché	3
Article 3 :	Pièces contractuelles du marché	3
Article 4 :	Procédure de passation	3
Article 5 :	Décomposition du marché	3
Article 6 :	Allotissement.....	3
Article 7 :	Variante et option.....	4
Article 8 :	Durée du marché	4
Article 9 :	Prix et modalités de détermination dans les prix pour chaque tranche.....	4
Article 9.1 :	Contenu des prix	4
Article 9.2 :	Révision des prix.....	4
Article 9.3 :	Conditions de l'évolution tarifaire	4
Article 10 :	Modalités d'exécution	5
Article 11 :	Constatation de l'exécution des prestations.....	5
Article 12 :	Délais d'exécution	5
Article 13 :	La formation des utilisateurs.....	5
Article 14 :	Sous-traitance.....	5
Article 15 :	Pénalités	5
Article 15.1 :	Pénalités pour retard de livraison des logiciels et des formations	5
Article 15.2 :	Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations	5
Article 16 :	Modalités de règlement	6
Article 16.1 :	Prestation P1 - Mise en service	6
Article 16.2 :	Prestation 2 - Formation	6
Article 16.3 :	Prestation 3 - Abonnement	6
Article 16.4 :	Prestation supplémentaire éventuelle - Reprise des données	6
Article 16.5 :	Présentation des demandes de paiement.....	6
Article 16.5.1 :	Données de la facture	6
Article 16.5.2 :	Format électronique	6
Article 16.5.3 :	Format papier	6
Article 16.6 :	Délai global de paiement	7
Article 17 :	Confidentialité.....	7
Article 18 :	Propriété des données.....	7
Article 19 :	Assurances	7
Article 20 :	Résiliation	7
Article 21 :	Règlement des litiges.....	7
Article 22 :	Modification du marché	7
Article 23 :	Dérogations au CCAG-TIC	7

Article 1 : Pouvoir adjudicateur

Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale d'Ille et Vilaine
Village des Collectivités Territoriales
1, avenue de Tizé
CS 13600
35236 Thorigné-Fouillard Cedex

Article 2 : Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'acquisition d'un logiciel de gestion de la conformité au règlement général sur la protection des données (RGPD).

Article 3 : Pièces contractuelles du marché

Les pièces contractuelles du marché sont énumérées comme suit par ordre de priorité décroissante :

Pièces particulières :

- ✚ l'Acte d'Engagement (AE), et son annexe jointe, signés manuscritement :
 - l'acte de sous-traitance le cas échéant
 - le bordereau des prix
- ✚ le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- ✚ le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- ✚ le mémoire technique
- ✚ le calendrier prévisionnel de réalisation
- ✚ le plan de formation
- ✚ le cadre de réponse technique

Pièces générales :

- ✚ le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Techniques de l'Information et de la Communication (CCAG-TIC) approuvé par arrêté du 16 septembre 2009

Il est précisé que les pièces constitutives du marché prévalent, en cas de contradiction entre elles, dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-avant.

Les pièces générales, bien que non annexées aux autres pièces constitutives du marché sont réputées connues du titulaire. Le CCAG est disponible sur le site Internet du MINEFE : <http://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG-TIC, la notification du marché public implique l'envoi électronique au titulaire de l'acte d'engagement. Il ne sera pas remis de copie de l'offre technique du titulaire (mémoire technique...) ni de cahier des clauses particulières. La version de ce dernier qui fait foi est celle conservée par la collectivité.

Article 4 : Procédure de passation

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée en application des articles R2123-1 à 7 du Code de la Commande Publique.

Article 5 : Décomposition du marché

La consultation comporte une prestation supplémentaire éventuelle : la reprise des données.
Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de l'affermir ou non.

Les spécifications techniques sont précisées dans le CCTP.

Article 6 : Allotissement

Il n'est pas prévu de décomposition ou en lots pour le présent marché car il ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

Article 7 : Variante et option

Les variantes et les options ne sont pas autorisées.

Article 8 : Durée du marché

La durée d'exécution du marché est d'un an à compter de sa date de notification, renouvelable trois fois par tacite reconduction.

Le délai d'exécution des prestations débute à la notification du marché, conformément au calendrier de mise en œuvre remis par le candidat.

Article 9 : Prix et modalités de détermination dans les prix pour chaque tranche

Article 9.1 : *Contenu des prix*

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées sur la base du bordereau de prix.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Article 9.2 : *Révision des prix*

Les prix P1, P2 et PSE du bordereau des prix sont fermes et définitifs.

Le prix P3 du marché est ferme la première année d'exécution et révisable, à la hausse comme à la baisse, annuellement, à la date anniversaire de la notification du marché, selon la formule suivante :

$$P1 = P0 \times (0,15 + 0,85(S1/S0))$$

P1 : prix révisé

P0 : prix contractuel d'origine

S0 : indice SYNTEC de référence retenu à la date de notification du marché

S1 : dernier indice SYNTEC publié à la date de révision

Une fois révisés, les prix demeurent fermes pour l'année d'exécution du marché, jusqu'à la prochaine révision. Pour la mise en œuvre de cette formule, l'ensemble des calculs sera effectué par arrondissement au millième supérieur.

Lorsque l'indice de révision des prix est supprimé et que la révision des prix est ainsi rendue impossible, il est fait usage, sans que la passation d'un avenant ne soit nécessaire, de l'indice de remplacement proposé par la fédération SYNTEC. Les valeurs de l'indice supprimé sont converties en valeur du nouvel indice utilisant le coefficient de raccordement proposé par la fédération SYNTEC.

Les indices sont disponibles sur le site de la fédération SYNTEC : <http://www.syntec.fr/>.

Clause de sauvegarde : Si les prix varient à la hausse, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier, sans indemnité pour le titulaire, lorsque la révision proposée conduit à une augmentation annuelle égale ou supérieure à 3% par rapport au prix en vigueur.

Article 9.3 : *Conditions de l'évolution tarifaire*

A chaque nouvelle année, durant la période couvrant le marché, si le titulaire souhaite appliquer une révision des prix, il doit adresser par lettre recommandée avec accusé de réception à l'attention du pouvoir adjudicateur, le bordereau des prix révisé avec le mode de calcul de ladite révision et les références des indices professionnels à partir desquels ce calcul a été fait.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai d'un mois pour faire connaître sa décision. Si le bordereau des prix révisé n'a pas été adressé au pouvoir adjudicateur dans les délais, les prix précédemment pratiqués seront tacitement reconduits pour la période annuelle suivante.

Article 10 : Modalités d'exécution

Le début d'exécution des prestations débutera dès la notification du marché au titulaire.

Article 11 : Constatation de l'exécution des prestations

Un procès-verbal de réception sera établi et contresigné par le titulaire.

Article 12 : Délais d'exécution

Pour l'ensemble des prestations, le titulaire devra se conformer aux délais d'exécution indiqués dans son offre (planning de réalisation) sous peine de pénalités (article 17 du CCAP).

Le planning prévisionnel de réalisation a valeur contractuelle. Le titulaire s'engage sur les délais proposés.

Article 13 : La formation des utilisateurs

La formation des utilisateurs aura lieu dans les locaux du CDG 35 et se déroulera conformément l'article 5.3 du CCTP.

Article 14 : Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Le sous-traitant, dont les conditions de paiement auront été agréées par la personne publique, bénéficiera du paiement direct par le CDG 35, pour toute somme supérieure ou égale à 600 euros HT. Les conditions de paiement du sous-traitant sont identiques à celles du titulaire.

Chaque sous-traitant devra justifier qu'il est à jour de ses obligations fiscales et sociales.

Le candidat devra également fournir, pour chaque sous-traitant, toutes les pièces pour justifier de ses capacités (article 10 du règlement de consultation).

Article 15 : Pénalités

Article 15.1 : Pénalités pour retard de livraison des logiciels et des formations

A l'issue de la phase de négociation, un planning définitif de réalisation sera établi et aura valeur contractuelle.

Toute journée de retard constatée par rapport aux différentes dates de livraison de l'ensemble des prestations fera l'objet d'une pénalité d'un montant de 100,00 € en cas d'imputabilité du titulaire.

Article 15.2 : Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-TIC, en cas de non-respect des délais contractuels d'exécution, de livraison ou de vérification et ce, dû au fait du titulaire, celui-ci encourt, conformément à l'article 5.5.2 du CCTP deux types de pénalités :

- 200 € par jour de retard à l'expiration du délai pour les incidents bloquants ou majeurs, sans mise en demeure préalable
- 50 € par jour ouvré de retard et sans mise en demeure préalable, à l'expiration du délai, pour les incidents mineurs.

Les délais contractuels d'exécution à respecter sont ceux figurant dans l'offre du candidat (respect du planning) ainsi que ceux indiqués dans l'ordre de service au moment du démarrage des prestations.

Article 16 : Modalités de règlement

Article 16.1 : Prestation P1 - Mise en service

Le paiement de la prestation se fera à réception de la solution paramétrée.
Un procès-verbal de réception sera établi et contresigné par le titulaire.

Article 16.2 : Prestation 2 - Formation

Le paiement de la prestation se fera après service fait sur présentation de la facture.

Article 16.3 : Prestation 3 - Abonnement

Le paiement de la prestation s'effectuera sur présentation de la facture, en fonction du nombre d'utilisateurs le cas échéant.

Article 16.4 : Prestation supplémentaire éventuelle - Reprise des données

Le paiement de la prestation se fera après service fait sur présentation de la facture.

Article 16.5 : Présentation des demandes de paiement

Article 16.5.1 : Données de la facture

Après certification du service fait et réception par le titulaire du ou des PV de réception, les factures afférentes au paiement des prestations porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du créancier
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement
- le numéro du marché
- la date de notification du marché
- la nature de la prestation demandée
- le montant HT de chaque prestation
- le taux et le montant de la TVA
- le montant total TTC des prestations exécutées
- le nombre d'utilisateurs
- la date de facturation

Article 16.5.2 : Format électronique

L'envoi des factures sous format électronique est à privilégier. Elles devront être adressées sous format .pdf à l'adresse suivante : finances@cdg35.fr.

Les factures peuvent également être transmises de manière dématérialisée sur le portail Chorus Pro. Pour ce faire, les factures dématérialisées doivent impérativement comporter les mentions obligatoires suivantes :

- ✚ Le n° SIRET : 283 503 563 000 35
- ✚ Le budget auquel elles se rapportent : Budget Centre de Gestion d'Ille et Vilaine (205)

L'utilisation de ce portail deviendra progressivement obligatoire pour toutes les factures adressées à une personne publique d'ici le 1er janvier 2020, dans le respect du calendrier défini par la loi du 3 janvier 2014.

Article 16.5.3 : Format papier

Si l'envoi sous format électronique n'est pas possible, les factures sous format papier, afférentes au paiement des prestations, seront établies en un original et deux exemplaires.

Elles seront adressées à l'ordre de :

Monsieur le Président
Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale d'Ille-et-Vilaine
Village des Collectivités Territoriales
1 avenue de Tizé
CS13600
35236 Thorigné Fouillard Cedex
Tél : 02.99.23.31.00

Comptable public assignataire des paiements :

Monsieur le Trésorier de Rennes Municipale
Le Colbert
31-32 place du Colombier
B.P. 23104
35031 Rennes Cedex
Tél. : 02.99.31.48.66

Article 16.6 : Délai global de paiement

Les prestations seront rémunérées par mandat administratif selon la réglementation en vigueur.

Les sommes dues au titulaire, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le montant de la somme à régler au titulaire est arrêté par la collectivité. Cette dernière pourra rectifier la facture en fonction des avoirs, pénalités et autres.

Le titulaire sera informé de toute facture non conforme ; le délai de paiement débutera à réception d'une facture conforme.

Article 17 : Confidentialité

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, décisions dont ils auront eu connaissance durant l'exécution du marché.

Ils s'interdisent notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable du Pouvoir adjudicateur.

Article 18 : Propriété des données

Le CDG35 demeure propriétaire du contenu des données exploitées, traitées, hébergées et sauvegardées pour son propre compte par le titulaire. Le marché ne confère aucun droit d'utilisation des données au titulaire, qui ne peut ni les divulguer ni les transmettre à des tiers.

Article 19 : Assurances

Seules les stipulations de l'article 9 du CCAG-TIC relatives aux assurances sont applicables.

Article 20 : Résiliation

Le présent marché pourra être résilié pour les motifs et dans les conditions fixées aux articles 39 à 44 du CCAG-TIC.

Article 21 : Règlement des litiges

Les contestations ayant trait à l'application du présent marché et à toutes les obligations qui en découlent, seront à défaut d'accord à l'amiable, soumises au Tribunal Administratif de Rennes.

Article 22 : Modification du marché

Toute modification du présent marché fera l'objet d'un avenant.

Article 23 : Dérogations au CCAG-TIC

L'article 17 du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-TIC.

L'article 11 du présent CCAP déroge aux articles 23 à 28 du CCAG-TIC.